

## Rémunérations minimales annuelles professionnelles garanties

**Accord du 9 juillet 2020**

Entre :

**LA FEDERATION DES SERVICES ENERGIE ENVIRONNEMENT (FEDENE)**  
28 rue de la Pépinière - 75008 PARIS

Représentée par Madame Odile DESTOOP, Présidente de la Commission Sociale

d'une part,

et :

**LA FEDERATION NATIONALE DES SALARIES DE LA CONSTRUCTION ET DU BOIS CFTD**  
47/49 avenue Simon Bolivar – 75950 Paris cedex 19

Représentée par :

**LE SYNDICAT NATIONAL DU CHAUFFAGE ET DE L'HABITAT S.N.C.H affilié à la FEDERATION ENERMINE CFE-CGC**  
59/63 rue du Rocher – 75008 Paris

Représenté par :

*Patrick Lasnier-Confolant*

**LA FEDERATION NATIONALE DES SALARIES DE LA CONSTRUCTION DU BOIS ET DE L'AMEUBLEMENT CGT**  
Case 413 - 263 rue de Paris – 93514 Montreuil cedex

Représentée par :

**LA FEDERATION GENERALE FORCE OUVRIERE CONSTRUCTION**  
170, avenue Parmentier – CS 20006 - 75479 Paris cedex 10

Représentée par :

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

*od*

*PLC*

## Article 1 : Champ d'application

Le présent accord est applicable aux salariés qui relèvent de la convention collective nationale des cadres, ingénieurs et assimilés des entreprises de gestion d'équipements thermiques et de climatisation.

## Article 2 : Valeur du point

La valeur du point est portée à 38,34 € au 1<sup>er</sup> juillet 2020.

## Article 3 : Grille de classification :

Le coefficient 60 est supprimé et remplacé par le coefficient 63 dans la grille de classification des Cadres.

## Article 4 : Rémunérations minimales annuelles professionnelles garanties

Les rémunérations minimales annuelles professionnelles garanties sont portées à :

| Coefficients | Rémunérations minimales annuelles |
|--------------|-----------------------------------|
| 63           | 29 710 €                          |
| 68           | 32 068 €                          |
| 75           | 35 369 €                          |
| 80           | 37 727 €                          |
| 90           | 42 442 €                          |
| 95           | 44 800 €                          |
| 105          | 49 516 €                          |
| 115          | 54 232 €                          |
| 120          | 56 590 €                          |
| 140          | 66 021 €                          |
| 160          | 75 453 €                          |
| 180          | 84 885 €                          |

## Article 5 : Egalité Professionnelle

Les parties signataires réaffirment leur volonté de voir s'appliquer effectivement le principe de l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes conformément aux dispositions de l'article 37 de la Convention Collective Cadres. Elles considèrent que le respect de ce principe constitue un élément essentiel de la dynamique de l'égalité professionnelle et contribue largement à favoriser la mixité des emplois.

C'est dans cet objectif qu'une analyse de l'évolution des salaires entre les femmes et les hommes est réalisée à travers le rapport annuel de branche lors de l'ouverture des négociations sur les salaires conventionnels chaque année.

## **Article 6 : Dispositions relatives aux entreprises de moins de 50 salariés**

Les entreprises de moins de 50 salariés ne présentant pas de spécificités particulières au regard de cet accord. Le présent accord s'applique donc en l'état aux entreprises de moins de 50 salariés.

## **Article 7 : Durée de l'accord**

Cet accord est conclu pour une durée indéterminée.

## **Article 8 : Entrée en vigueur de l'accord**

Les dispositions du présent accord prennent effet le 1<sup>er</sup> juillet 2020.

## **Article 9 : Dépôt et publicité**

Le présent accord sera, conformément aux dispositions de l'article L.2231-5 du Code du travail, notifié aux organisations syndicales représentatives.

Il fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministère chargé du travail et auprès du secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Paris dans les conditions définies par les articles L.2231-6 et D.2231-2 du Code du travail. Il fera également l'objet d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L.2261-24 et suivants du Code du travail.

Fait à Paris, le 9 juillet 2020.

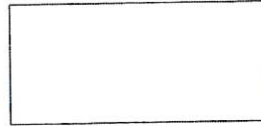
Pour la Fédération

FEDENE

A rectangular box containing a handwritten signature in blue ink.

Pour les organisations syndicales de salariés

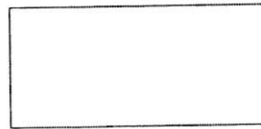
FNCB-CFDT

An empty rectangular box.

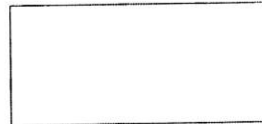
CFE-CGC

A rectangular box containing a handwritten signature in blue ink, which is crossed out with a large blue diagonal line.

CGT

An empty rectangular box.

FO

An empty rectangular box.